
Développement, lutte à la pauvreté et participation au Mexique : le cas du Yucatan rural

Marie France Labrecque *Université Laval*

Résumé : L'état du Yucatan est l'un des plus pauvres du Mexique. Aussi constitue-t-il un terrain privilégié pour les programmes gouvernementaux d'éradication de la pauvreté. Lorsque l'on examine ces programmes dans un contexte plus large, on constate que le Mexique reprend en gros les consignes internationales émises par les organisations multilatérales. L'une de ces consignes est la participation des populations. Dans cet article, l'auteure examine d'abord les expressions globales de cette consigne pour se tourner ensuite vers quelques unes de ses interprétations locales au Yucatan, plus particulièrement dans la région du henequen (sisal). Au moment où des maquiladoras (usines d'assemblage de capital international) s'installent dans cette région et changent peu à peu la face de la paysannerie qui trouve à s'y employer, il est intéressant de voir comment une consigne telle que la participation peut être contributive au processus de modernisation et au renouvellement de l'«ordre de développement».

Mots-clés : développement, pauvreté, ONG, participation, Mexique, Yucatan

Abstract: The state of Yucatan is one of the poorest of Mexico. That is why it is a privileged setting for governmental programs designed for the eradication of poverty. The examination of these programs in a larger context shows that Mexico follows the international instructions given out by the multilateral organizations. One of these instructions concerns the participation of the populations. In this article, the author first examines the global expressions of this instruction to then turn toward some of its local interpretations in Yucatan, more especially in the henequen (sisal) region. At times when the maquiladoras (assembly factories of international capital) get settled in this region and change little by little the face of peasantry that gradually is transformed in industrial labour, it is interesting to see how an instruction such as the participation of the populations can contribute to the process of modernization and to the renewal of the "order of development."

Keywords: development, poverty, NGO, participation, Mexico, Yucatan

Les études sur le développement au Mexique abondent. Cependant, il y en a encore très peu qui sont faites dans cette perspective anthropologique qui privilégie l'étude de la *relation* de développement (Escobar 1995, 1997; Labrecque 2000; Sabelli 1993). C'est la perspective que je propose dans le présent article alors que je considérerai le développement comme «l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs» (Olivier de Sardan, 1997 : 7). Dans le contexte du développement néolibéral du Mexique, ce sont la pauvreté et les inégalités qui constituent l'objet même des «opérations volontaristes de transformation». Ces opérations sont menées par l'État international, l'État mexicain et les Organisations non gouvernementales (ONG). La relation que j'examinerai est donc celle qui existe entre ces trois entités et celle entre ces dernières et une population rurale au sud du Mexique. À l'instar de Connell (1996), je considérerai que l'État international est constitué par le regroupement des agences internationales. Aussi désigné comme des organisations supranationales (OSN) par Korzeniewicz et Smith (2000), ces agences incluent bien entendu la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, et aussi toutes les agences des Nations Unies. Dans cet article, les agences qui m'intéresseront davantage sont le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), et le Fonds des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM). L'État national mexicain comprend à la fois l'État fédéral et les États provinciaux (*estatales*). Enfin, le contour des ONG est plus difficile à cerner de façon concise, aussi préciserai-je plus loin de quel type d'ONG au juste il s'agira. Je m'intéresserai à la façon dont ces agences, institutions et organisations se déploient (ou prétendent le

faire) dans la lutte contre la pauvreté¹ au Mexique en général et particulièrement dans le Yucatan rural.

Le contexte de mon analyse est la mondialisation. En m'inspirant de Norman Long (1996), je peux dire qu'il s'agit d'un processus qui entraîne une décentralisation de l'État et une dispersion de son pouvoir. Dans le domaine du développement, cette dispersion provoque ce que Gilbert Rist a appelé un «déficit d'État» (Rist, 1997) au profit des agences internationales desquelles désormais l'État mexicain notamment tire une nouvelle légitimité. Or l'influence de ces agences internationales se fait sentir à travers l'appareil d'État par son plan de développement et les programmes qui en découlent. Dans une moindre mesure, cette influence s'exerce aussi à travers les ONG qui ont essaimé au Mexique ces dernières années. Actuellement, la participation semble constituer un élément essentiel du discours par lequel l'État mexicain prétend se lier aux citoyens. J'examinerai à quel point le discours sur la participation des populations, et plus particulièrement de la population rurale, accompagne la lutte à la pauvreté. Les données qui me permettront d'aborder le cas du Yucatan ont été recueillies en 1999². Cependant, entre le moment où je me suis livrée à leur analyse et celui où paraît cet article, il y a eu un événement important, soit celui de l'élection d'un président *panista*³ à la tête du gouvernement mexicain. La mise en contexte de cet événement permettra d'introduire mon propos, de le réactualiser et de cerner les principaux concepts.

Le contexte actuel au Mexique : développement, lutte à la pauvreté et participation

Développement, lutte à la pauvreté et participation semblent être des concepts-clés dans le discours du nouveau président du Mexique. Ils ne sont certes pas nouveaux mais depuis l'accession de Vicente Fox au pouvoir, on note une réactivation sensible des discours antérieurs. Ainsi, en janvier 2001 en Suisse, dans un exposé intitulé «Un nouveau modèle pour le développement du Mexique», le président Fox tenait les propos suivants aux investisseurs potentiels : «Deux croisades vont caractériser le Mexique du XXI^e siècle : l'une contre la pauvreté, la corruption, l'analphabétisme et le désespoir ; l'autre en faveur du libre marché, l'emploi, la protection de l'environnement, l'éducation et l'espoir»⁴. La veille, au Mexique, donc presque dans le même souffle, il avait affirmé que le secteur rural devait cesser d'être un «quémendeur» pour se convertir en un secteur participatif⁵. Le modèle de développement proposé se situe clairement en continuité avec ce qui prévalait antérieurement et qui

pouvait la voie à l'insertion du Mexique dans l'économie nord-américaine. Il s'agit bien de la réforme néolibérale que des auteurs comme Otero (1999), Fox et Aranda (1996), et Carton de Grammont (1996) ont commenté abondamment avec force études de cas.

Sous Vicente Fox, le processus de privatisation entamé en 1982 ne sera nullement remis en question et l'installation des maquiladoras (usines d'assemblage fonctionnant avec des capitaux étrangers, mixtes ou mexicains) continuera d'être favorisée, bien qu'elles seront invitées à se déployer encore davantage au sud du pays; de plus, on fournira des appuis non équivoques à la micro-entreprise dont le produit devrait d'ailleurs approvisionner la maquiladora d'exportation⁶. Ces appuis seront notamment fournis par la Banque inter-américaine de développement (BID) qui vient d'annoncer un financement dans le secteur⁷. Déjà des critiques s'élèvent contre cette approche qualifiée de politique économique de la «petite boutique» (*política económica del changarro*)⁸. Bien que l'arrivée de Fox au pouvoir central mette fin à l'hégémonie du PRI⁹, il y a fort à parier que le discours néolibéral ne soit pas remis en question et qu'au contraire il prenne une vigueur inégalée. Et pour cause, ce discours n'est nullement propre au Mexique. Il est plutôt le fait de l'État international et échappe à tout changement de régime politique régional. Depuis quelques années, on remarque que le discours néolibéral qui constitue le fondement même de cet État est assorti de ceux de la lutte contre la pauvreté et de la participation.

Il semble que ce soit les pressions combinées d'un vaste ensemble d'organisations non gouvernementales locales et internationales, d'agences internationales, comme notamment l'UNICEF et le PNUD, et de réseaux de solidarité en faveur des droits humains qui aient contribué à remettre la lutte contre la pauvreté à l'ordre du jour de la Banque Mondiale vers la fin des années 1980. Au Mexique, ce qui allait devenir une consigne internationale majeure, se concrétisera par le Programme national de solidarité (PRONASOL). Émis en 1988 par le président Carlos Salinas de Gortari, ce programme se proposait de remédier à l'aggravation de l'appauvrissement et de l'exclusion de larges couches de la population suite à la crise financière de 1982, telle que combinée aux mesures d'ajustement structurel et de libéralisation des marchés (Gordon 1997). Si le programme a connu quelques succès, ceux-ci furent bientôt annulés par la dévaluation du peso à la toute fin de 1994¹⁰. Le prochain président, Ernesto Zedillo, le remplacera par un autre programme, le PROGRESA, ce qui n'a pas empêché la pauvreté de progresser. Au moment

d'écrire ces lignes et à l'heure où la caravane zapatiste se trouve précisément dans la ville de Mexico (11 mars 2001), le président Fox est sur le point de dévoiler de nouveaux programmes dont l'un, le Plan Puebla-Panama, se concentrera sur le sud du Mexique dans une perspective centraméricaine. Il semble que PROGRESA sera préservé par le nouveau gouvernement – qui s'efforcera de le débarrasser de ses connotations partisans étroitement associées au PRI¹¹ –, de même que la détermination de régions cibles pour son application. Ainsi, un haut fonctionnaire du Ministère du développement social estime que le Yucatan devrait être l'un des dix états ciblés par les principaux programmes de son ministère¹².

Les chiffres les plus récents sur la pauvreté au Mexique viennent tout juste d'être dévoilés par l'INEGI¹³ et les journaux en ont fait largement état. La situation est telle qu'on ne parle plus seulement de pauvreté mais bien de pauvreté extrême ou d'indigence. Ainsi, dans les deux dernières années, soit entre 1998 et 2000, la population «indigente» serait passée de 17,6 à 18 millions, une augmentation de 4,5%¹⁴. Les commentaires sont à l'effet qu'il faudrait 30 ans pour éradiquer la pauvreté extrême et ce, à condition que le Mexique connaisse un taux de croissance de 4% chaque année¹⁵. D'autres font remarquer qu'au Mexique, il y a quatre fois plus de pauvreté que dans des pays ayant des revenus similaires¹⁶.

La Banque Mondiale est l'un des principaux acteurs de la lutte contre la pauvreté au Mexique. Lorsque l'on examine la nature de sa présence dans ce pays depuis 1949, on peut se demander si elle n'a pas aussi été une des principales causes de la généralisation de cette pauvreté. En effet, entre 1949 et l'an 2000, la Banque Mondiale a fait 173 prêts au Mexique totalisant 31,5 milliards de dollars US. Entre 1999 et aujourd'hui, la Banque a prêté 5,1 milliards de dollars US spécifiquement destinés à «améliorer les conditions des pauvres, à renforcer la stabilité économique, et à renforcer les réformes liées à la gouvernance publique (décentralisation)»¹⁷. Plus précisément, durant la période 1999-2001, la Banque Mondiale, en partenariat avec le gouvernement mexicain, se propose de : 1) protéger les pauvres des conséquences négatives autant des ajustements macro-économiques que des chocs externes, incluant les désastres naturels; 2) impliquer les pauvres dans l'effort contre la pauvreté; et 3) fournir des conseils sur les politiques et les projets favorisant la croissance durable¹⁸. L'outil par lequel le gouvernement mexicain peut exprimer la façon dont il prétend s'adonner à la réalisation de ces propositions est son plan quinquennal. Fox vient d'émettre le Plan Nacional de

Gobierno 2001-2006 dans lequel précisément il met la microentreprise de l'avant. Chaque état, comme nous le verrons plus loin dans le cas du Yucatan, a son propre Plan de développement dans lequel sont énoncées notamment les politiques sociales.

Alors que la Banque Mondiale suggère au Mexique de s'attaquer à la pauvreté avec agressivité¹⁹, le président Fox signale que son gouvernement ne peut vraisemblablement pas s'attaquer seul et directement au problème²⁰. C'est dans le scénario imaginé par ce nouveau gouvernement, sans nul doute en étroite collaboration avec l'État international, que continueront d'agir les organisations de la société civile et les ONG, et de s'exercer la rhétorique de la participation.

Pour rendre justice au concept de participation, il faudrait en faire la genèse historique et remonter au moins jusqu'à Paulo Freire et son célèbre ouvrage *Pédagogie des opprimés* (1974) et faire ressortir tout son potentiel révolutionnaire. Mais cette dimension du concept, sans qu'elle ne soit complètement disparue, a fait long feu dans les cercles internationaux et c'est la dimension pragmatique qui a été retenue par les agences. La définition qu'en donne aujourd'hui la Banque Mondiale est : «Un processus par lequel les participants influencent et partagent le contrôle des initiatives de développement de même que les décisions et les ressources qui les affectent»²¹. L'émergence de ce concept aseptisé²² de la participation a accompagné le retour de la préoccupation pour l'éradication de la pauvreté dans les années 1990 et ce, dans le contexte du désengagement des États nationaux. Selon la Banque Mondiale, en effet, la participation inadéquate des populations aurait été une des raisons principales du mauvais fonctionnement des projets contre la pauvreté. Désormais les projets seront assortis de stratégies participatives et de propositions d'empowerment des populations, sans toutefois remettre en question les structures de pouvoir proprement dites et fondamentales des sociétés visées.

En fait, toujours dans le contexte du désengagement des États nationaux, les ONG ont été conviées à jouer les intermédiaires entre les populations, les organisations à la base, l'État et les organisations internationales. Dans le domaine de l'environnement notamment, cette invitation a été lancée à l'occasion du Sommet de la terre à Rio au début des années 1990. En 1993, la participation des populations et leur empowerment sont devenus les consignes centrales du Rapport sur le développement humain émis par le PNUD (O'Brien, 1995 : 10-14). On verra plus loin que l'invitation a été réitérée dans le domaine des approches de la condition des

femmes lors du Sommet de Béjing en 1995. Or il se trouve que la rhétorique de la participation et du partenariat nécessaire entre l'État et les citoyens a été centrale au PRONASOL (Hernandez et Fox, 1995 : 206) et qu'elle continuera sans doute à l'être dans les programmes qui lui succéderont à cette nuance près que, sous le président Fox, le rôle des ONG sera encore plus visible et officiel. En effet, il s'apprête à présenter un projet de loi qui les associerait plus étroitement aux projets de l'État en matière sociale²³ afin de «tirer le maximum de la grande énergie de la société civile et de la grande solidarité du peuple mexicain»²⁴. Tous ces nouveaux projets s'insèrent dans la démarche amorcée sous les mandats présidentiels antérieurs et qui ont trait à la décentralisation de l'administration publique et au renforcement de la démocratie participative que l'on désigne également sous le terme de «bon gouvernement» – *good governance*. Dans les lignes qui suivent, j'examinerai le cas du Yucatan tel qu'il se présentait juste à la veille du nouveau mandat présidentiel. En confrontant ce cas et les tendances qui se dessinent actuellement, on pourra réfléchir sur le sens même des changements en cours au Mexique.

La spécificité de la région henequenera du Yucatan

Le Yucatan connaît une reconfiguration accélérée de son économie dont l'aspect le plus spectaculaire est sans doute le déploiement des maquiladoras à la campagne. D'autres aspects font cependant partie de ces changements comme celui de la diversification agricole amorcée au milieu des années 1980 et qui se concrétise maintenant par la culture de produits agricoles destinés à l'exportation. Dans une très large mesure, cette dynamique a été amorcée par l'État qui continue, malgré les modifications que connaît le monde agricole au Mexique et malgré ce qu'on dit aujourd'hui en général sur le désengagement des États nationaux dans le contexte de la mondialisation, à encadrer très étroitement la population rurale.

De tous les états que compte le Mexique, le Yucatan est probablement celui qui est le plus excentrique. Sa situation géographique est exceptionnelle, son histoire également. Sa population indigène est l'une des plus importantes numériquement de la République. Cet état continue de se distinguer dans la mesure où, en quelques années seulement, il a réussi à se hisser au deuxième rang des états de l'intérieur, après Jalisco, et ce devant la région métropolitaine de Mexico, sur le plan des emplois générés par le secteur industriel (Gouëset, 1997 : 27)²⁵. Ce phénomène est directement lié à l'installation des

maquiladoras dans les différents parcs industriels de Mérida, la capitale. Rien ne laissait présager cet état de choses il y a seulement une quinzaine d'années alors que j'étudiais les dynamiques paysannes de la région du sisal (ou henequen). Au milieu des années 1980, le paysage du nord du Yucatan était fortement marqué par les plantations de henequen et les usines de décortication des feuilles. Le désengagement de l'État en ce qui concerne le henequen a commencé en 1982, alors que la crise économique battait son plein au niveau national et que l'État cessait de verser ses subsides à l'industrie (Baños Ramirez, 1995). En quelques années seulement, on a assisté à une baisse draconienne des superficies cultivées et des quantités récoltées et transformées.

Les modifications apportées à la Loi agraire en 1991 ont également contribué à changer les dynamiques rurales. Les travailleurs du henequen qui se retrouvent dans 61 municipes de l'état, sont passés de 45 721 personnes en 1988 à 27 000 en 1990, et à environ 10 000 en 1999. Alors qu'ils produisaient encore quelque 43 300 tonnes de fibre en 1990, ils n'en ont généré que 27 000 ces dernières années y compris en 1999 (SDR, 1999 : 45). Ces travailleurs, dont la majorité est âgée de plus de 50 ans (SDR, 1999 : 47), se replient, lorsqu'ils le peuvent, sur la culture de leur milpa²⁶ mais si l'on en croit les documents officiels en marge du Plan de développement de l'état, leur sort est relativement scellé. En effet : «La zone henequenera traditionnelle se transforme rapidement en raison de l'influence de l'aire métropolitaine et industrielle. En ce sens, sa principale caractéristique est le transfert de main d'œuvre de la campagne vers l'industrie et les services (...).Quant au secteur de l'agriculture et de l'élevage, la tendance en est une de production intensive et d'agroindustrie» (SDR, 1999 : 9). Cette remarque fait directement référence à l'installation de quelque 80 serres dans cette région. Il s'y produit des légumes destinés autant au marché national qu'international. L'État yucatèque voit d'ailleurs en l'ALÉNA une occasion d'écouler les produits des serres au Canada et aux États-Unis (SDR, 1999 : 39).

Les difficultés que la population rurale affronte sur les plans de la détérioration de l'environnement, de la densité démographique et sur celui des coûts relatifs à l'exploitation de la milpa laissent présager qu'ils abandonneront cette activité agricole dans un futur rapproché. Selon le représentant du PNUD au Mexique, ces paysans henequeneros, que l'on considère pratiquement comme en voie d'extinction, font partie d'un ensemble plus large dans lequel, effectivement, la milpa constitue encore et toujours la forme principale d'organisation technique mais aussi sociale et culturelle de la mise en

valeur de la terre. La péninsule du Yucatan compte 2 869 658 personnes; de ce nombre 894 000 sont Mayas et 612 348 pratiquent encore le système milpa; dans la région henequenera proprement dite, le nombre de personnes pratiquant ou susceptibles de pratiquer la milpa est d'environ 185 516 (Murguía, 1998 : 14-15). Cependant, il semble que ceux qui s'y adonnent encore incitent eux-mêmes leurs fils et leurs filles à émigrer vers la ville ou à se tourner vers les maquiladoras qui s'installent à la périphérie des villages.

La déstructuration de la société rurale qui s'est accélérée depuis le milieu des années 1980 avec la fin des subsides à l'industrie du henequen et avec l'émigration des jeunes gens vers Cancun et vers Mérida a été accompagnée d'une dévalorisation des activités agricoles. Les problèmes sociaux à la campagne (tels que l'alcoolisme, la violence intra et interfamiliale) sont légion. Un des fonctionnaires du Ministère du développement social (SEDESOL), interviewé en août 1999, considérait qu'en dépit des nombreux programmes destinés à la population rurale (et peut-être à cause de certains d'entre eux), l'identité maya était menacée. Il affirmait que si elle s'était maintenue jusqu'ici, comme en témoigne le fait que – selon lui – plus de 50% de la population yucatèque parle le maya, c'est seulement parce que le paysan pouvait subvenir aux besoins de sa famille. Avec la mondialisation et avec les changements dans les schémas de consommation, le paysan se convainc que ses connaissances non seulement ne fonctionnent plus mais qu'elles sont anti-écologiques comme on le lui suggère en lui recommandant de changer ses méthodes²⁷. Il en vient à développer un sentiment d'échec et d'inutilité, et finit par envoyer lui-même ses enfants à la ville²⁸.

Le sort des milperos, en tous cas ceux de la région henequenera, semble aussi relativement scellé pour les agences gouvernementales. Le programme qui est dirigé spécifiquement à la culture du maïs au Mexique est le PROCAMPO. Émis en 1993, ce programme sert d'appui au secteur agricole et de l'élevage et il continuera de s'appliquer sous Fox, en fait pendant les huit prochaines années, avec quelques modifications pour «en finir avec son utilisation électoraliste...»²⁹. Ainsi, au Yucatan, ce programme est censé toucher 60 000 producteurs travaillant sur 120 000 hectares³⁰. L'objectif global de PROCAMPO, autant dans son «ancienne» version (avant Fox) que dans la nouvelle, vise à favoriser l'autosubsistance en maïs mais aussi l'augmentation de la productivité. On veut ainsi faire face à la compétition du grain en provenance de l'étranger qui entre sur le marché national dans le contexte des accords de libre-

échange³¹. Les moyens d'y arriver seraient le transfert et l'assistance technologiques. Cependant, lorsqu'on lit attentivement l'interprétation que la SDR fait de ce programme en ce qui concerne les milperos du Yucatan, on constate que davantage qu'une amélioration dans les pratiques traditionnelles d'agriculture en vue d'augmenter la productivité, on tend vers la réorientation des surfaces disponibles vers les cultures d'agroexportation ayant recours à des technologies intermédiaires ou même vers le reboisement avec des espèces commercialisables (SDR, 1999 : 16).

De la multiplicité de programmes de développement rural au Mexique qui ont leurs ramifications dans chacun des états, *Alianza para el campo* est celui qui est le plus explicitement orienté vers l'agroexportation, du moins au Yucatan. Dans cet état, ce programme dispose d'un budget de 223 millions de pesos fournis à la fois par les gouvernements fédéral et local³² et il a été mis sur pied en 1995 avec comme objectif d'élever le niveau de vie de la population rurale en misant sur l'augmentation de la productivité des activités d'agriculture et d'élevage. La participation est au centre de ce programme. «Avec *Alianza para el campo*, le pays se dote d'un programme de développement agricole dans lequel les producteurs sont les principaux responsables des actions productives sous une approche participative (*bajo un esquema participativo*) dans laquelle chaque microrégion et l'État déterminent librement les outils, l'orientation et la forme de production, permettant ainsi la revalorisation du potentiel productif des différentes régions, dans le but de favoriser une nouvelle culture productive» (SDR, 1999 : 73)³³.

Une perspective historique sur le développement au nord du Yucatan montre que les dynamiques rurales aujourd'hui en cours sont directement liées à la façon dont l'industrie du henequen était gérée. En effet, depuis la chute des grands hacendados après la Révolution et avec la réforme agraire, la culture du henequen a toujours été encadrée et gérée par l'État. Ainsi, lorsque l'État fédéral a décidé de ne plus soutenir les prix de la fibre et des produits du henequen, l'industrie s'est ni plus ni moins effondrée. La pauvreté, on l'a vu, est reconnue comme un problème endémique. Les statistiques nationales sont d'ailleurs accablantes. En effet, une étude de l'*Instituto Mexicano de Desarrollo* indiquait qu'à la fin de 1998, le salaire moyen au Yucatan était un des plus bas de tout le pays dépassant à peine ceux du Chiapas, du Nayarit, du Zacatecas et du Durango³⁴. Alors que le salaire moyen national quotidien était de 111 pesos, celui du Yucatan n'était que de 76,7 pesos³⁵.

Le type de gestion déployée par l'État a rendu la population rurale yucatèque très dépendante des pro-

grammes gouvernementaux. On peut même faire remonter cette dynamique aux premières années qui ont suivi la Révolution, dès que fut fondée la *Comisión reguladora del mercado del henequen* en 1912. Les décennies suivantes ont vu s'accroître considérablement le rôle de l'État (Topik, 1991 : 444-445) de sorte qu'étant donné les modalités de financement de l'exploitation des plantations, les *éjid*os³⁶ voués à la culture du henequen ont fini par se trouver sous sa tutelle, ne pouvant plus rembourser le crédit accordé par ce dernier à travers, successivement, le Banco Ejidal, le Banco agrario et Banrural. Malgré les principes démocratiques qui la régissaient, l'Assemblée des *éjidatarios* était devenue ni plus ni moins une agence d'exécution des desiderata de l'État, qu'il soit fédéral ou provincial selon les époques. Ainsi, c'est la Banrural qui organisait et supervisait les travaux à réaliser dans les *éjid*os.

Selon Lazos Chavero et Villers Ruiz (1989 : 149) qui commentent cette époque : «La banque s'est transformée petit à petit en une grande entreprise d'État et, sans être formellement propriétaire des parcelles, elle agit comme si elle l'était. Elle exerce un fort pouvoir sur les agriculteurs grâce à son droit de contrôle sur la qualité du travail et à la possibilité qu'elle a d'imposer des sanctions économiques. Ainsi il apparaît clairement que les *éjidatarios* vivent dans une situation de salariés et non pas de "bénéficiaires" du crédit. La frontière entre le crédit et le salaire n'est que virtuelle». Les *éjidatarios* se considéraient dans ces circonstances comme des salariés de l'État (Labrecque, 1982). Les analyses qui ont été ultérieurement faites de leur situation suggèrent qu'en fait, une institution comme Banrural, surtout une fois que les politiques de diversification agricole eurent été émises en 1984, avait une fonction davantage sociale qu'économique³⁷. La productivité du henequen, de même que sa production, n'avaient cessé de décroître depuis plusieurs décennies et les crédits accordés à cette production ne servaient sommes toutes qu'à atténuer les contradictions les plus flagrantes à la campagne.

Dans les années 1980, des programmes productifs ayant pour objectif la génération de revenus se sont progressivement transformés en programme d'assistance sociale. Les analyses qui ont été faites sur les UAIM (Unité agricole et industrielle pour la femme) au Yucatan au milieu des années 1980 et au début des années 1990 l'ont montré (Labrecque, 1998). De plus, les femmes tendaient à reproduire les seuls modèles de gestion qu'elles connaissaient, soit ceux de l'*éjido*, des modèles autoritaires. Aujourd'hui, les ONG qui se déploient à la campagne sont d'ailleurs encore aux prises avec de tels modèles. Une responsable d'ONG pour les

femmes attribue la pérennité de ces modèles au fait que «les pratiques [de développement] en ont été d'assistance, elles ont été verticales... Il y a aussi la tendance au *liderazgo* (leadership, mais au sens péjoratif) au sein des groupes, un *liderazgo* autoritaire, vertical... Cela conditionne beaucoup la participation des populations...»³⁸.

Les programmes multilatéraux et les ONG au Yucatan

Lorsque l'on parle de développement au Mexique, on ne peut certes pas ignorer les conditions particulières de ce pays, grand débiteur du Fonds monétaire international et de la Banque Mondiale. Plusieurs observateurs pensaient que la fin du mandat du président Zedillo en décembre 2000 était susceptible de provoquer une autre crise de même nature que celle qui a marqué la fin du mandat de Salinas de Gortari. Mais la Banque Mondiale veillait au grain et affirmait peu avant que : «Une gestion adéquate de la dette publique extérieure ces deux dernières années est venu assurer la stabilité continue des marchés financiers»³⁹.

Même si le Mexique est un grand débiteur de l'État international, il s'agit tout de même d'un pays politiquement souverain. Ses représentants, quel que soit l'échelon occupé, affirmeront travailler dans les limites des paramètres définis dans le plan national de développement. Une agente de programmation d'UNIFEM dira : «Les organisations internationales doivent s'ajuster au programme de développement du pays... Avec nos programmes, on peut essayer d'influencer les politiques publiques mais il n'est pas question de le faire directement... En fait, c'est plutôt de collaboration dont il faut parler»⁴⁰. Une autre informatrice, cette fois de la CEPAL à Mexico, affirmera : «Ce n'est pas si facile que ça pour les organismes internationaux d'influencer un pays comme le Mexique... C'est une question d'autonomie et de prise de décisions propres»⁴¹. Le ton est encore plus ferme au BIT (bureau international du travail) à Mexico : «Le BIT n'a pas de rôle de policier pour ainsi dire. Le BIT travaille sur la base de plaintes qui seraient déposées par des organisations syndicales, ou des organisations de travailleurs à l'encontre du gouvernement... Mais le BIT ne décide pas de sa propre initiative d'aller vérifier si le pays remplit certaines normes»⁴².

La présence plus affirmée des institutions multilatérales au Mexique, tout comme celle des ONG d'ailleurs, est relativement récente. Elle s'est concrétisée à partir de 1988 alors que l'Article 89 de la constitution mexicaine a reconnu que la coopération internationale serait désormais un des axes de la politique extérieure du

pays. À partir de ce moment-là, le Mexique, qui avait toujours répugné à la coopération internationale pour des raisons qui ont probablement fort à voir avec l'intégrité de sa souveraineté et son nationalisme (Hernandez et Fox, 1995 : 204), s'est ouvert aux coopérations bilatérales dans les domaines techniques et scientifiques, éducatifs et culturels. Le Mexique entretient ce type de relations avec les pays industrialisés mais aussi avec les pays en «voie de développement». Dans le cadre de la coopération bilatérale avec les pays industrialisés, il recevait en 1999 quelques 98 millions de dollars pour 231 projets. La même année, le Mexique recevait 38 millions de dollars pour 137 projets de coopération multilatérale⁴³. Il faut mentionner ici que le Mexique, faisant partie des pays de l'OCDE, n'est pas un destinataire prioritaire de l'aide internationale au développement⁴⁴.

Outre la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international, les agences et mécanismes les plus importants du groupe des Nations Unies (le multilatéral) sont présents au Mexique⁴⁵. On y retrouve notamment l'UNESCO, l'OIT et l'OMS mais les plus importants en ce qui concerne la population rurale sont sans aucun doute le PNUD, et la FAO. La FAO fournit d'ailleurs un appui technique à *Alianza para el campo* et coordonne actuellement le processus d'évaluation de certains des programmes (ou sous-programmes) qui en font partie⁴⁶. Selon les documents officiels, la FAO est présente dans divers comités notamment ceux qui ont trait à la pêche, aux forêts, à la sécurité alimentaire⁴⁷. En plus du PNUD et de la FAO, dans la région henequenera au Yucatan, on retrouve UNIFEM. Tous trois semblent s'y déployer de façon relativement coordonnée. Cette coordination s'effectue aussi avec des ONG locales.

Le représentant national du PNUD a d'ailleurs pignon sur rue dans la capitale de cet état. Le programme principal actuellement en cours est celui des *Pequeños Subsidios a Organizaciones no Gubernamentales del Fondo para el Medio Ambiente Mundial* (Programme de petits fonds pour les ONG du Fonds Mondial pour l'Environnement). Il s'agit d'un vaste programme dont l'objectif consiste à financer des activités communautaires menées par des ONG ou des groupes communautaires qui se consacrent à la solution de problèmes environnementaux et au maintien des capacités productives dans le respect de la diversité biologique (Murguía, 1998 : 18-19). Le financement du programme sur un plan global est de 40,3 millions de dollars et est assuré par le Fonds mondial pour l'environnement, l'Agence pour le Développement international (USAID) et la fondation MacArthur. Le programme est actuellement en cours dans 46 pays.

Au Mexique, le programme a commencé en 1994 dans la péninsule du Yucatan. En 1999, quelque 500 000 dollars étaient destinés à 73 projets productifs répartis entre 43 organisations dispensant de l'assistance technique aux communautés indigènes. Selon le responsable du programme, on doit voir le déploiement de ce programme au Yucatan comme une «régionalisation» de l'intervention de l'ONU dans un milieu caractérisé par la pauvreté et la marginalisation «mais avec d'importantes ressources naturelles». De plus, les trois stratégies de ce programme sont : 1) l'appui aux travail en réseau; 2) la promotion de l'épargne communautaire pour le financement de projets locaux; et 3) l'appui à la commercialisation des productions communautaires⁴⁸.

Les projets sont éligibles pourvu qu'ils soient présentés par des organisations dûment et légalement constituées et pourvu qu'elles ne soient pas financées à plus de 30% par le gouvernement. Les projets financés appartiennent à quatre catégories: la première consiste en actions ponctuelles de conservation et de recherche. Ces projets ne se traduisent pas par des emplois et ne contribuent pas directement à l'amélioration de la qualité de vie mais servent à protéger un secteur particulièrement critique pour la conservation naturelle ou à produire le savoir nécessaire pour sa conservation. Un autre type de projets est celui destiné à promouvoir des formes d'utilisation des ressources naturelles qui soient à la fois respectueuses de l'environnement et qui puissent aussi générer des revenus. Un troisième type consiste strictement en activités génératrices de revenus et le financement s'effectue si ces activités sont respectueuses de l'environnement. Enfin, le quatrième type de projets consiste simplement à donner des crédits à des activités de production qui soient «justes» sur le plan social et du point de vue environnemental⁴⁹.

Au Mexique, UNIFEM s'est impliquée dans les actions prioritaires définies par le Programme national de la femme (Programa Nacional de la Mujer 1995-2000 émis par décret par la Secretaría de Gobernación) de concert avec le bureau de la femme à la Secretaría de Relaciones Exteriores. Ainsi, UNIFEM participe à des campagnes nationales comme celles contre la violence et pour les droits humains. Selon une agente de programmation du bureau de Mexico, UNIFEM a déployé des activités autant à Mexico, qu'à Oaxaca, qu'au Chiapas ou encore à Ciudad Juárez⁵⁰. L'organisation fait aussi des recherches et des études, de même que des séminaires, sur la condition des femmes et en collaboration avec la Comisión Nacional de la Mujer (Commission nationale de la femme) et bien entendu avec d'autres agences des Nations Unies présentes au Mexique. Plus particulière-

ment au Yucatan, UNIFEM a fonctionné de façon coordonnée avec le programme des *pequeños subsidios* du PNUD qui vient d'être décrit⁵¹. En fait, cette collaboration est présentée comme «un excellent exemple d'institutionnalisation de l'approche de genre (gender mainstreaming) et de collaboration interagence» par l'institution elle-même, donc comme un moyen de rendre l'approche de genre plus présente dans le programme des *pequeños subsidios*. Les projets touchant spécifiquement les femmes se situent dans quatre domaines : la médecine traditionnelle, l'agriculture écologique, la transformation des aliments et l'artisanat⁵². Quant au travail déployé par UNIFEM au Yucatan, l'agente de programmation affirme : «Les deux axes principaux du travail d'UNIFEM c'est l'empowerment économique et l'empowerment politique – ils vont ensemble n'est-ce pas? Ainsi, les projets que nous avons au Yucatan ont d'abord comme objectif d'améliorer la production mais en même temps on vise le renforcement des organisations, l'aspect organisationnel»⁵³. À cet effet d'ailleurs, UNIFEM, en collaboration avec le PNUD et le programme des *pequeños subsidios*, a organisé en 1997 le premier congrès des femmes mayas à Mérida. Le congrès visait à mettre en valeur les travaux d'artisanat et autres que les femmes produisent dans le cadre de leurs activités génératrices de revenus au sein des projets à cette fin. Un des objectifs des ateliers organisés dans ce cadre était d'analyser les raisons pour lesquelles ces femmes ne participaient suffisamment au programme des *pequeños subsidios*⁵⁴.

La préoccupation pour les aspects de renforcement institutionnel et organisationnel – donc pour la participation – est aussi présente, bien entendu, à la FAO. La formation des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et de l'élevage est à l'ordre du jour⁵⁵. Quant à la présence de la FAO au Yucatan, elle s'est traduite aussi par de l'assistance technique à de tout petits projets⁵⁶. Le cas le plus connu au Yucatan est celui du village de Sinanché, un village de la région henequenera, où les femmes d'un projet appuyé par la FAO se sont méritées un prix lors d'une *feria* (exposition) nationale. Bien entendu, la FAO travaille de concert avec le Ministère de l'agriculture (SAGAR), et plus précisément dans ce cas avec le Programme «femmes rurales» au sein de ce ministère.

Selon les informations reçues au bureau de la FAO à Mexico, ces projets sont menés grâce à des ressources de TeleFood. Il s'agit d'une émission de télévision (un genre de marathon) initiée par la FAO et qui a pour but, sur un plan international, de conscientiser le monde au problème de la sécurité alimentaire et à la nécessité de lui accorder davantage d'attention. L'argent recueilli

grâce à TeleFood sert à mettre sur pied de petits projets productifs de légumes, de fruits, ou encore du petit élevage de porcs ou de poulets, grâce auxquels les familles amélioreraient leur alimentation. On veut explicitement se détourner des projets d'assistance pour encourager les projets productifs. Là aussi, la méthodologie se veut participative. Notre informatrice affirme : ... «nous faisons un travail de participation avant de mettre sur pied ce type de projets. Comment procédons-nous? On le fait en collaboration avec le gouvernement; alors, on commence à travailler avec le groupe de femmes et ici ce qui se fait, ce sont des réunions au Ministère de l'agriculture. On fait des réunions avec les groupes de femmes visées et on leur explique quelles sont les ressources qu'on peut fournir pour les aider. Elles commencent ensuite à ébaucher le projet et c'est après qu'elles peuvent nous le présenter. Alors quand la FAO arrive avec les ressources, les gens sont conscientisés. Elles savent désormais qu'elles sont le moteur du projet (...). Il s'agit de les motiver un peu, qu'elles sentent qu'il ne s'agit pas d'un projet FAO ou du Ministère de l'agriculture mais bien de leur projet»⁵⁷.

Comme on l'a vu dans la section précédente, le PNUD au Yucatan travaille essentiellement avec des ONG. C'est la raison pour laquelle il n'est pas toujours facile de bien distinguer l'action des ONG de celles de certaines organisations multilatérales. Selon le *Directorio Regional de ONG – Annuaire des ONG* (1998), il existait quelque 72 ONG au Yucatan en 1998⁵⁸. Ces organisations, qui tendent à se considérer d'abord et avant tout comme des associations civiles, sont extrêmement hétéroclites. On y retrouve autant l'Association des scouts du Mexique que le *Centro Mexicano pro-derechos humanos en el Sureste*, une ONG de droits humains, que le *Movimiento Juvenil Parroquial*, une ONG de jeunes. Il n'y a pas d'études spécifiques sur les ONG au Yucatan et la seule qui existe, encore inédite, n'a réussi à rejoindre que 18 organisations et, hélas, elle n'aborde pas la question de la participation.

Interrogée directement sur l'influence et la portée des consignes internationales de développement sur les ONG, la coordonnatrice d'une ONG mexicaine féministe a immédiatement fait référence au Sommet de la terre à Rio (en 1992) et surtout au Sommet du Caire (1994). Elle confirme que c'est depuis ce sommet que l'on insiste davantage sur la nécessité pour les ONG de collaborer avec les gouvernements. Elle ajoute : «Les agendas internationaux sont faits d'abord et avant tout pour les gouvernements, ils orientent les gouvernements, mais ils sont aussi les cadres de référence dans lesquels, nous les ONG, on se situe et on s'articule aux politiques. Depuis le

sommet de Béjing, il y aussi une discussion au sein du mouvement féministe : il y en a qui disent que notre discours a été coopté par des gouvernements aux approches patriarcales; d'autres disent que c'est un progrès, au moins sur le plan du discours, sur le plan conceptuel, un progrès parce que ce qu'auparavant on réclamait dans l'ombre, maintenant ce sont les gouvernements qui doivent le promouvoir; avec les accords (...). Une des stratégies qui nous lie au gouvernement c'est de superviser l'application des accords de Béjing...»⁵⁹.

Selon ce témoignage, le travail des ONG de développement au Mexique s'effectue donc en tenant compte des programmes gouvernementaux. Au Yucatan, ce travail, tout comme celui des organisations multilatérales probablement, prend un relief particulier étant donné la tradition de bipartisme propre à cet état. Ce que l'on appelle bipartisme au Yucatan, (du moins jusqu'à l'élection de Fox à la présidence de la fédération), c'est en fait la vigueur du PAN qui, dans cet état, «a une base ancienne et bien établie» (Martin, 1998 : 561) par rapport au PRI. En d'autres termes, le PRI a toujours dû travailler plus fort qu'ailleurs pour garder son électorat, ce qui s'est traduit par davantage de paternalisme et de projets d'assistance. Les ONG de développement, désireuses de promouvoir des projets productifs sont confrontées à une population de bénéficiaires des largesses (relatives) du gouvernement, ce qui bien entendu, conditionne énormément la participation des populations. L'informatrice affirme : «L'espace est limité»⁶⁰. La solution pour son ONG a été de travailler le plus possible de façon autonome, d'éviter de développer des partenariats avec le gouvernement, du moins en ce qui concerne son implication dans les projets productifs et elle y a réussi dans la mesure où son financement vient de l'extérieur. Elle ajoute : «Nous mettons beaucoup l'accent sur une proposition de développement qui s'appuie sur des pratiques plus démocratiques dans l'exercice du pouvoir, nous proposons d'autres contenus...»⁶¹. La participation est donc toujours en question.

Pour conclure

Il est évident que les propos tenus par les informateurs et informatrices sur la participation au Mexique, de même que le contenu de la documentation consultée, doivent être situés dans le contexte du discours en faveur de la réforme démocratique des institutions dans ce pays, de la «bonne gouvernance», qui se traduit par des mesures de décentralisation.

Malgré les différentes «opérations volontaristes» (pour reprendre l'expression d'Olivier de Sardan) qui sont proposées à la population rurale dans la lutte contre

la pauvreté, malgré toutes les nuances que l'on pourrait apporter selon qu'on ait affaire à des opérations entreprises par le gouvernement, par une organisation multilatérale ou par une ONG, il demeure que l'incitation à la participation est susceptible d'en faire davantage une cible qu'un partenaire. Dans certains cas même, le caciquisme qui marque la société rurale mexicaine ressort avec force. Ainsi, être responsable d'un projet de développement peut constituer un moyen d'ascension sociale et même un tremplin politique dans la communauté et ce, malgré le fait que, dans les projets du PNUD notamment... «on s'efforce que l'édifice soit le plus horizontal possible...»⁶². Il peut être difficile de se dégager des tendances lourdes de la société mexicaine et malgré les efforts des organisations internationales pour éviter que les responsables de projet cultivent des ambitions personnelles, le phénomène s'exprime de différentes façons dont la plus extrême est la disparition des responsables et ... des fonds. Dans ces quatre dernières années, sept responsables de projets (sur les 63 que comptait le programme) ont disparu avec l'argent du projet⁶³.

Que veut donc dire la participation dans un contexte comme celui du Yucatan en ce début du XXI^e siècle? À la lumière des propos tenus précédemment, on peut au moins dire que la définition de la participation dans cet état a été réduite à ses dimensions techniques, pratiques et opérationnelles à travers une panoplie de programmes et de projets destinés à la population rurale et dans lesquels elle doit, selon la terminologie en usage, s'impliquer et se responsabiliser. Désormais, par exemple, les agences gouvernementales se désengagent en ne fournissant plus d'assistance technique. La population rurale doit payer des firmes de consultants pour la recevoir. Or, qui travaille dans ces firmes de consultants? Ce sont justement les fonctionnaires mis à pied ces dernières années par le gouvernement dans le cadre des mesures d'ajustement structurel⁶⁴.

Dans la région henequenera plus particulièrement, les rapports sociaux, qu'ils soient d'ordre domestique (les rapports entre les hommes et les femmes), d'ordre générationnel (entre les adultes tournés vers la terre et les jeunes tournés vers la ville), ou d'ordre ethnique (entre les autochtones et les non-autochtones), sont marqués par un paternalisme qui a bien «servi» le pouvoir jusqu'à présent. Actuellement, par exemple, l'installation des maquiladoras est utilisée comme un puissant levier électoral par le PRI local qui s'attribue le mérite de la création d'emplois dans l'état. Au moment où ces lignes sont écrites, le gouverneur *priista*⁶⁵ de l'état du Yucatan, Victor Cervera Pacheco, dont le mandat vient à échéance à l'été 2001, insiste sur la souveraineté de

l'état en niant la légitimité du Tribunal électoral du pouvoir judiciaire de la Fédération (TRIFE)⁶⁶. Comme on l'a vu plus haut, le Yucatan est une région économiquement très défavorisée où l'arrivée des maquiladoras est accueillie comme un bienfait, est vécue comme une idylle industrielle et où la résistance reste encore à l'état larvé. Il y a même des cas où des travailleuses dédient des poèmes à leur maquiladora et des travailleurs qui changent le nom de leur équipe de baseball pour celui de leur maquiladora⁶⁷. Dans le contexte d'un état périphérique marqué par une histoire de tensions avec l'assise nationale du pouvoir, le paternalisme des relations traditionnelles (Cervera Pacheco faisant figure de bienfaiteur sur le plan de l'emploi et donc de héros dans la lutte contre la pauvreté) combinée aux politiques de décentralisation (Cervera Pacheco se portant à la défense de la souveraineté de l'état du Yucatan contre ce qu'il considère comme l'autoritarisme du fédéral) risque fort de renforcer l'autoritarisme tout court et de dénaturer encore davantage les bases même de la participation citoyenne. Finalement, l'analyse des substrats de la rhétorique de la participation au Yucatan nous permet de voir comment les approches du développement international s'institutionnalisent et se modélisent selon le contexte local. Tout cela tend à confirmer les affirmations d'Otero lorsqu'il commente l'ouvrage de Fox et Aranda (1996) : «...si la décentralisation est combinée avec la persistance de l'autoritarisme, alors le résultat ne sera pas la responsabilisation mais bien un renforcement de l'autoritarisme» (Otero, 1999 : 200).

De façon plus large, il y a lieu de faire un parallèle entre ce que Connell écrivait en 1996 au sujet des agences internationales comme véhicules de modernisation de l'ordre de genre dans différents États du monde. Modernisation ne veut pas dire renversement de l'ordre de genre mais bien un aménagement qui le rende plus acceptable dans une perspective libérale. Si l'on transpose les propos de Connell sur le terrain de la participation, on peut dire que ce que le Mexique, en collaboration avec les agences internationales, tente de faire c'est de moderniser l'ordre de la participation afin de mieux répondre aux exigences de la démocratie néolibérale. Le caractère central du concept de participation dans le discours des différentes instances de l'État mexicain ne serait finalement que le reflet d'un processus plus large de modernisation et de mondialisation qui s'exprimerait par une domination de plus en plus sensible de l'État international ou des organisations supranationales. En effet, la Banque Mondiale ne se contente pas d'effectuer des prêts et de forcer les gouvernements à faire des ajustements structurels. Elle définit désormais et de plus en

plus les paramètres des mesures sociales et les problèmes à solutionner (Gélinas, 2000). On peut finalement se demander si la rhétorique de la participation des populations ne sert pas après tout qu'à masquer l'emprise de plus en plus grande de l'«ordre de développement» sur l'ensemble du Mexique et particulièrement sur les régions promises à un développement industriel contributive à la mondialisation des rapports économiques et ce, indépendamment du parti au pouvoir.

Marie France Labrecque, Département d'anthropologie, Pavillon Charles-De Konink, Université Laval, Québec, Québec G1K 7P4. Téléphone: (418) 656-5867.

Notes

- 1 Les débats sur les définitions de la pauvreté pourraient à eux seuls faire l'objet de tout un article. C'est d'ailleurs ce qu'a fait Boltvinik (1996) qui a montré, dans le cas des études faites par la CEPAL, la Banque Mondiale et le PNUD, les limites des définitions utilisées par ces institutions. Ce qui est important de retenir dans le cadre du présent article, c'est que les définitions institutionnelles de la pauvreté – malgré leurs limites et leurs incongruités – constituent bien le fondement des programmes pour son éradication.
- 2 Les données pour cet article ont été recueillies dans le cadre d'une recherche financée par le CRSH intitulée «Perspectives sur le changement social au Yucatan (Mexique) au temps des maquiladoras» (1999-2002). Plus précisément, la démarche a consisté dans un premier temps à rencontrer des fonctionnaires du Ministère du développement social (SEDESOL) (fédéral) à Mérida et du Ministère du développement rural (provincial). Dans un deuxième temps, j'ai pu m'entretenir avec des représentants d'ONG à Mérida et à Mexico, et enfin, dans un troisième temps, avec des représentants à Mexico d'agences internationales comme la CEPAL, la FAO, UNIFEM, OIT. Les entrevues ont été faites entre avril et octobre 1999. L'article repose également sur des sources secondaires tels des articles de journaux et des documents électroniques. Je remercie d'ailleurs une de mes auxiliaires de recherche, Ana Elisa Castro Sánchez, qui m'a aidée à dépouiller les journaux plus récents.
- 3 Le terme *panista* vient du nom du parti auquel appartient le nouveau président, soit le PAN, Partido de Acción Nacional.
- 4 Diario de Yucatán 26 janvier 2001.
- 5 Diario de Yucatán 25 janvier 2001.
- 6 Diario de Yucatán 5 mars 2001.
- 7 Diario de Yucatán 28 janvier 2001.
- 8 Diario de Yucatán 25 février 2001. Le contexte dans lequel cette expression a été utilisée donne à penser qu'en français québécois, elle pourrait être traduite de façon plus éloquente par la politique économique de la «binnerie».
- 9 Le PRI est le Partido revolucionario institucional.
- 10 Site de la Banque Mondiale, consulté le 11 février 2001.
- 11 Diario de Yucatán 28 février 2001.

- 12 Il s'agit de SEDESOL – Secretaría de desarrollo social. Le haut fonctionnaire est Octavio Aguilar Valenzuela. Diario de Yucatán 3 mars 2001.
- 13 INEGI : Instituto nacional de estadísticas, geografía e informática (institut national de statistiques, géographie et informatique).
- 14 Diario de Yucatán 31 janvier 2001, d'après INEGI et CEPAL.
- 15 La Jornada, 12 février 2001 (d'après la BID – Banque interaméricaine de développement).
- 16 La Jornada 28 janvier 2001 (d'après la BID – Banque interaméricaine de développement).
- 17 Site de la Banque Mondiale consulté le 11 février 2001 et le 6 mars 2001.
- 18 Site de la Banque Mondiale, mis à jour en janvier 2000, consulté le 14 avril 2000.
- 19 Diario de Yucatán 27 février 2001.
- 20 La Jornada 14 janvier 2001.
- 21 Site de la Banque Mondiale consulté le 1er mars 2001.
- 22 D'autres auteurs comme O'Brien diraient que le concept de participation utilisé dans les agences internationales est désormais «technologiquement et néolibéralement contrôlé» (1995 :11).
- 23 La Jornada 1er mars 2001.
- 24 Citation de Carlos Flores Alcocer, responsable de la transition dans le domaine social, rapportée dans *La Jornada* 14 janvier 2001.
- 25 Les données sont de 1995.
- 26 Parcelle sur laquelle la paysannerie indienne cultive du maïs, des courges et des haricots. Il s'agit d'une culture profondément ritualisée qui contribue à la définition de l'indianité.
- 27 Effectivement, on incite actuellement les paysans à abandonner le système traditionnel de *roza-tumba-quema* (écobuage). La Secretaría de Desarrollo Rural signale que le processus de parcellisation en cours ne permet plus aux producteurs d'«ouvrir» une nouvelle parcelle lorsque la leur est épuisée, soit à tous les trois ans. Ils occupent par conséquent plus longtemps une même parcelle, ou ne la laissent pas se régénérer assez longtemps. Il en résulte une diminution des rendements (SDR, 1999 : 13).
- 28 Entrevue avec un fonctionnaire de la SEDESOL, 23 août 1999.
- 29 Diario de Yucatán 30 janvier 2001.
- 30 Diario de Yucatán, 25 juillet 1999. Ce chiffre était de 70 000 selon la Secretaría de Desarrollo Rural au même moment (SDR, 1999 : 13).
- 31 Diario de Yucatán 1er février 2001.
- 32 Diario de Yucatán 22 avril 1999.
- 33 Dans cet article, on ne parlera pas en tant que tel de PROGRESA qui, dans certains municipes, vient appuyer les autres programmes. Au Yucatan, le programme touche 63 612 familles de 665 localités réparties dans 99 municipes – c'est-à-dire la presque totalité de l'état qui compte 106 municipalités (site internet de SEDESOL visité le 14 avril 2000).
- 34 Diario de Yucatán 12 septembre 1999.
- 35 Diario de Yucatán, 11 septembre 1999.
- 36 L'éjido est un mode collectif de tenure de la terre qui évoque une sorte de coopérative. Les membres, les éjidatarios, sont des ayant-droit qui ne disposent que du droit d'usage de la terre.
- 37 Diario de Yucatán, 25 juillet 1999.
- 38 Entrevue avec une dirigeante d'ONG au Yucatan, le 10 septembre 1999.
- 39 Site internet de la Banque Mondiale, mis à jour en janvier 2000, consulté le 14 avril 2000.
- 40 Informatrice du bureau d'UNIFEM à Mexico, le 4 octobre 1999.
- 41 Entrevue avec une fonctionnaire de la Unidad Mujer y Desarrollo de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) à Mexico, le 4 octobre 1999.
- 42 Fonctionnaire du bureau de zone de l'OIT à Mexico, le 5 octobre 1999.
- 43 Site internet de la Secretaría de Relaciones Exteriores, consulté le 14 avril 2000.
- 44 Informatrice du bureau de zone de l'OIT à Mexico (organisation international du travail) le 5 octobre 1999.
- 45 Site internet de la Secretaría de Relaciones Exteriores, consulté le 14 avril 2000.
- 46 Entrevue avec une représentante de la FAO à Mexico, le 6 octobre 1999.
- 47 Site internet de la Secretaría de Relaciones Exteriores, consulté le 14 avril 2000.
- 48 Propos de Raúl Murguía rapportés par le Diario de Yucatán, le 13 septembre 1999.
- 49 Ral Murguía, entrevue 20 avril 1999.
- 50 Le cas de Ciudad Juárez a été amplement discuté dans la presse nationale et étrangère. Depuis 1993, on a retrouvé près de 200 cadavres surtout de femmes qui ont de toute évidence été assassinées, souvent torturées et mutilées. Plusieurs auteurs et commentateurs, journalistes et photographes de presse, interpellés par la découverte de ces cadavres dans des décharges publiques ont publié des articles ou même des livres à ce sujet. Le plus troublant de ces livres est certainement Juárez : the Laboratory of our Future (auteur Charles Bowden, publié en 1998). Dans presque tous les cas, on fait un lien avec le narcotrafic mais aussi avec la présence massive des maquiladoras dans cette ville. En effet plusieurs victimes travaillaient dans ces usines. Certaines, semble-t-il, avaient encore leur uniforme aux couleurs de la maquiladora où elles travaillaient. Dans un des articles de presse consultés, une femme responsable d'un centre d'accueil pour les femmes en crise et les femmes violées attribue ces assassinats à l'atmosphère de violence en général et contre les femmes en particulier et surtout d'impunité dont jouissent les hommes qui tuent des femmes. Elle affirme : «Je pense qu'il doit y avoir ici 200 à 300 hommes qui ont tué des femmes...il n'y a pas de lois qui protègent les femmes» (*Globe and Mail*, 9 décembre 1999).
- 51 Entrevue avec une agente de programmes d'UNIFEM à Mexico, le 4 octobre 1999.
- 52 Site internet d'UNIFEM consulté le 24 avril 2000.
- 53 Agente de programmation du bureau d'UNIFEM à Mexico, le 4 octobre 1999.
- 54 Site du Premier congrès des femmes mayas consulté le 3 mars 2001.
- 55 On n'a qu'à consulter le site du bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et la Caraïbe pour s'en convaincre.

- Les projets qui y sont décrits ont tous comme objectif ce renforcement des capacités institutionnelles.
- 56 Linformatrice a insisté sur le fait que la FAO ne fournit pas de ressources financières en tant que tel.
- 57 Entrevue avec une représentante de la FAO à Mexico, le 6 octobre 1999.
- 58 Les chiffres varient selon les sources. Une coordonnatrice d'ONG avec laquelle j'ai fait une entrevue en septembre 1999 affirme qu'il y a 110 ONG au Yucatan.
- 59 Entrevue avec une coordonnatrice d'ONG, le 10 septembre 1999.
- 60 Entrevue avec une coordonnatrice d'ONG, le 10 septembre 1999.
- 61 Entrevue avec une coordonnatrice d'ONG, le 10 septembre 1999.
- 62 Entrevue avec Ral Murgua, le 20 avril 1999.
- 63 Entrevue avec Ral Murgua, le 20 avril 1999.
- 64 Entrevue avec une ancienne fonctionnaire du Ministère de la réforme agraire, le 28 septembre 1999.
- 65 Le terme *priista* vient de PRI – le parti révolutionnaire institutionnel, parti dominant au Mexique pendant plus de 70 ans.
- 66 On trouvera un dossier sur cette «affaire» dans le *Diario de Yucatán* 9 mars 2001.
- 67 Communication personnelle de Beatriz Castilla, chercheuse au Centro de Estudios Regionales de la Universidad Autónoma de Yucatán, avril 1999.

Références

1. Ouvrages et documents consultés

- Baños Ramírez, O.
1995 Articulación rural-urbana de la zona henequenera: una aproximación via perfiles laborales, *Procesos territoriales de Yucatán*, Marco Tulio Guzman, (dir.), Mérida: Universidad autónoma de Yucatán. Facultad de arquitectura: 189-206.
- Boltvinik, J.
1996 La pauvreté en Amérique latine: une analyse critique de trois études, *Revue internationale des sciences sociales*, 148 : 279-295.
- Bowden, C.
1998 *Jurez : The Laboratory of Our Future*, (preface by Noam Chomsky; afterword by Eduardo Galeano). *New York : Aperture*.
- Cartón de Grammont, H. éd.
1996 *Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*, Mexico: Plaza y Valdez et l'Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Autónoma de México.
- Connell, R.W.
1996 New Directions in Gender Theory, Masculinity Research, and Gender Politics, *Ethnos*, 61(3-4) : 157-176.
- Directorio Regional de ONG
1998 Mérida, Yucatan, México.
- Escobar, A.
1995 *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.
- 1997 *Anthropologie et développement, Revue internationale des sciences sociales*, 154 : 539-559.
- Fox, J. et J. Aranda
1996 *Decentralization and Rural Development in Mexico : Community Participation in Oaxaca's Municipal Funds Program*, La Jolla : Center for U.S.-Mexican Studies, University of California, San Diego.
- Freire, P.
1974 *Pédagogie des opprimés*. Paris : Maspero.
- Gélinas, J.B.
2000 *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire?* Montréal : Écosociété.
- Gordon, S.
1997 *Poverty and Social Exclusion in Mexico*. International Institute for Labour Studies. International Labour Organization. Labour Institutions and Development Programme. DP/81/1995. <http://www.ilo.org/public/english/bureau/inst/papers/1997/dp93>
- Gouëset, V.
1997 Impacto territorial y globalización en Mérida, *Ciudades : región, economía y desarrollo*, 34 : 23-32.
- Hernandez, L. et J. Fox
1995 Mexico's Difficult Democracy : Grassroots Movements, NGOs, and Local Government, *New Paths to Democratic Development in Latin America*, C.A. Reilly, (dir.), Boulder et Londres : Lynne Rienner : 170-210.
- Korzeniewicz, R.P. et W.C. Smith
2000 Poverty, Inequality, and Growth in Latin America : Searching for the High Road to Globalization, *Latin American Research Review*, 35(3) : 7-54.
- Labrecque, M.F.
1982 *From Peasantry to Proletariat: The Rural Proletariat in the Henequenera Region of Yucatan, Mexico*, Ann Arbor Microfilm.
1998 Women and Gendered Production in Rural Yucatan : Some Local Features of Globalization, *Urban Anthropology and Studies of Cultural Systems and World Economic Development*, Special Issue : Local Expressions of Global Culture, 27(2) : 233-262.
2000 L'anthropologie du développement au temps de la mondialisation. *Anthropologie et Sociétés*, 24(1) : 57-78.
- Lazos Chavero, E. et L. Villers Ruiz
1989 Crédit et subsistance. L'emprise de la banque sur les paysans mayas du Yucatan (Mexique), *Études rurales*, 113-114: 141-155.
- Long, N.
1996 Globalization and Localization. New Challenges to Rural Research, *The Future of Anthropological Knowledge*, H.L. Moore (dir.), London et New York, Routledge: 37-59.
- Martin, K.R.
1998 "From the Hearth of a Woman": Yucatec Maya Women as Political Actors, *Sex Roles*, 39(7/8): 559-571.

- Murguía, R.E.
1998 *Practicando un modelo de desarrollo: la experiencia de los programas aplicados en la Península de Yucatan, México*. PNUD/FMAM, Mérida.
- Olivier de Sardan, J.-P.
1997 *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris : APAD – Karthala.
- Otero, G.
1999 Neoliberal Reform in Rural Mexico : Social Structural and Political Dimensions, *Latin American Research Review*, 25(1) : 187-207.
- O'Brien, P.J.
1995 Participation and Sustainable Development in Colombia, *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 58 : 7-35.
- Rist, G.
1997 La mondialisation des anti-sociétés. *La mondialisation des anti-sociétés. Espaces rêvés et lieux communs*, G. Rist (dir.), Paris: Presses universitaires de France. Nouveaux Cahiers de l'IUED: 23-39.
- Sabelli, F.
1993 *Recherche anthropologique et développement*, Neuchâtel: Éditions de l'Institut d'ethnologie. Paris: Éditions des sciences de l'Homme.
- SDR (Secretara de Desarrollo Rural)
1999 *Yucatan. Programa de desarrollo agropecuario 1995-2001*. Gobierno de Yucatán, última versión 14-05-99.
- Topik, S.
L'État sur le marché : approche comparative du café brésilien et du hennequen mexicain, *Annales ESC*, 46(2) : 429-457.
- 2. Journaux*
Diario de Yucatan
El Financiero
The Globe and Mail
La Jornada
- 3. Sites des documents électroniques consultés*
Banque mondiale
<http://wbln0018.worldbank.org/External/la...6c2eebdccb8f852567ea0006a0ca?OpenDocument>
<http://www.worldbank.org/participation/keyconcepts.htm>
<http://www.worldbank.org/html/extdr/extme/2246.htm>
- FAO*
<http://www.fao.org>
- Premier congrès des femmes Mayas*
<http://www.undp.org/unifem/mayan.htm>
- SEDESOL (Secretara de Desarrollo Social) :*
<http://www.undp.org/unifem/mayan.htm>
- SRE (Secretara de relaciones exteriores):*
<http://www.sre.gob.mx/imexci/Actividades.html>
http://sre.gob.mx/comunicados/informes/1999/mult_oie.htm
- UNIFEM*
<http://www.unifem.undp.org/experi2.htm>